

Procès-verbal des délibérations du Conseil municipal de CHAUDENEY-sur-MOSELLE

Le Conseil municipal s'est réuni en session ordinaire sous la Présidence de son Maire, Monsieur Emmanuel PAYEUR, au lieu habituel de ses séances, le lundi quatorze septembre deux mille vingt-six à vingt heures et trente minutes.

La convocation a été adressée le 8 septembre 2026 avec l'ordre du jour suivant :

- Convention de partenariat avec les gardes-pêche avec l'Association départementale de Meurthe-et-Moselle
- O.N.F. : Projet d'aménagement de la forêt communale 2026/2045
- Validation du contrat d'abattage/débardage pour les affouages 2026/2027 avec la société PARISSE-CHEVAL-DEBARDAGE pour les parcelles 14-15-16-26-27 et devis ONF Travaux d'exploitation du 13/08/2026
- O.N.F. : Approbation du programme de coupes 2027 (parcelles 6j, 20r et 33)
- Institution de la Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation (TVLH) (*Annule et remplace la délibération n°2023/41 du 10/07/2023*)
- Salle des fêtes : validation des prix de location du vidéoprojecteur + écran et de la vaisselle cassée ou perdue
- Subvention accordée à l'Association MJC « Les Naux » pour les repas et boissons fournis aux musiciens durant la fête nationale organisée le 13/07/2026 par la Commune
- CC2T : désignation d'un référent déontologue des élus locaux

Etaient présents Messieurs et Mesdames : BOMBARDIERI Jean, BROSSARD Fanch, CORFA Christophe, CUIENGNET Jean-Noël, GALICHET Hélène, GALLAND Mireille, GULBERTI Sandrine, KOCH Marie-Laure, MOREL Nadine, PAYEUR Emmanuel, POTERLOT Didier, REVEST Corinne et ROUSSEL Marie-Claude.

Absents excusés : M. Arnaud MAITREAU procuration à M. Fanch BROSSARD, M. Sylvain ROBERT-LOUIS procuration à Mme Corinne REVEST.

Mme Mireille GALLAND a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

2026/32) Convention de partenariat avec les gardes-pêche avec l'Association départementale de Meurthe-et-Moselle

Le Maire informe le Conseil municipal que l'association départementale des gardes-pêche propose de se mobiliser pour, dans le cadre de l'application de leur mission quotidienne liée à la protection et à la gestion des milieux naturels aquatiques, constater les infractions à la police des déchets le long de la Moselle.

Une convention d'une durée de cinq ans est proposée et prévoit le versement d'une subvention annuelle de 100 euros en compensation des divers frais que l'association pourrait engager dans le cadre de l'application de cette mission.

Considérant que l'objectif de cette mission est de renforcer les actions de surveillance et de contrôle afin de préserver la qualité de l'eau et des milieux naturels, dans un contexte environnemental fragile ;

Considérant qu'une convention de partenariat d'une durée de cinq ans, avec un versement annuel de 100 euros à l'association, est envisagée pour compenser les frais engagés par l'association dans l'exercice de cette mission ;

Vu l'avis favorable du Bureau municipal,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- autorise Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération,
- autorise Monsieur le Maire à procéder au versement annuel de 100 euros à l'association comme indiqué dans la convention de partenariat.

2026/33) O.N.F. : Projet d'aménagement de la forêt communale 2026/2045

Le Maire indique que le Conseil municipal est invité à se prononcer sur le projet d'aménagement de la forêt communale établi par l'Office National des Forêts en vertu des dispositions des articles L124-1.1, L212-1 à L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, R212-4, D212-5.2, D214-15 et D214-16, L122-7, L122-8, R122-23 et R122-24 du Code Forestier ; L414-4 et R414-19 du Code de l'Environnement.

Il expose les grandes lignes du projet qui comprend :

- Un ensemble d'analyses sur la forêt et son environnement.
- La définition des objectifs assignés à cette forêt.
- Un programme d'actions nécessaires ou souhaitables sur le moyen terme.

Vu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- émet un avis favorable au projet d'aménagement proposé,
- donne mandat à l'Office National des Forêts pour demander, en son nom, l'application des dispositions des articles L122-7, L122-8, R122-23 et R122-24 du Code Forestier pour cet aménagement, au titre de la législation propre aux sites Natura 2000
- autorise le Maire à signer tous documents concernant ce dossier.



2026/34) ONF : Validation du devis des travaux d'exploitation (cubage/ATDO) des parcelles 14-15-16-26-27 et devis ONF Travaux d'exploitation du 13/08/2026

Le Maire informe le Conseil municipal du choix de la Commission des bois concernant l'exploitant forestier chargé de l'abattage et débardage des parcelles 14-15-16-26-27 de la forêt communale.

Le Conseil municipal, après délibération, avec une abstention (Jean BOMBARDIERI) :

- valide le contrat de l'exploitant forestier PARISSE-CHEVAL-DEBARDAGE pour :
 - * abattage/façonnage de grumes feuillus du BO : **14.00 € HT/m3**
 - * débardage de grumes au tracteur du BO : **13.00 € HT/m3**
 - * abattage des perches de diamètres 30 et plus : **4.00 € HT l'unité**
- câblage : **75.00 € HT/Heure**
- accepte le devis ONF du 13/08/2026 relatif aux travaux d'exploitation (cubage/ATDO) d'un montant de **922.00 € H.T. soit 1 106.40 € T.T.C.** pour les parcelles 14-15-16-26-27,
- autorise le Maire à signer tous documents concernant ce dossier.

2026/35) O.N.F. : Approbation du programme de coupes 2027 (parcelles 6 j/20 r/33)

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil municipal fixe comme suit la destination des coupes de l'exercice 2027 :

Vente des futaies de la coupe façonnées :

- des parcelles n° 6_j, 20_r et 33
- fixe comme suit les diamètres de futaies à vendre :

Essence	Hêtres	Chênes	Divers précieux
Minimum à 1,30 m	0,35 m	0,35 m	0,35 m

- autorise la vente de bois façonné aux ventes groupées organisées par l'Agence de l'Office National des Forêts et le cas échéant, la cession amiable des articles demeurés invendus ainsi que les lots de faible valeur sur avis conforme du Maire et du Responsable du service commercial de l'ONF,
- décide de confier l'abattage et le débardage à un entrepreneur et autorise le Maire à signer les contrats relatifs à ces travaux : il fixe comme suit les délais et consignes d'exploitation pour l'entrepreneur qui sera désigné : délai d'abattage et de débardage : **31 mars 2028**,
- décide le partage entre les affouagistes des houppiers des grumes affouagères parcelles 6_j, 20_r et 33,
- désigne comme garants responsables :
Messieurs Corinne REVEST, Emmanuel PAYEUR et Didier POTERLOT qui ont déclaré accepter ces fonctions et de se soumettre solidairement à la responsabilité déterminée par l'article 138.12 du Code Forestier,
- décide de répartir l'affouage par feu,
- valide le coût d'affouage à **8€/stère**.

2026/36) Institution de la Taxe sur la Vacances Locaux d'Habitation (TVLH) (Annule et remplace la délibération n°2023/41 du 10/07/2023)

Le Maire de la commune de Chaudeney-sur-Moselle :

- expose les dispositions de l'article 1406 bis du Code Général des Impôts permettant au Conseil municipal d'instituer la Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation (TVLH),
- rappelle les conditions d'assujettissement des locaux et les critères d'appréciation de la vacance et précise qu'en cas d'imposition erronée liée à l'appréciation de la vacance, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la commune.

Vu l'article 1406 bis du Code Général des Impôts,

Le Conseil municipal de la commune de Chaudeney-sur-Moselle, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide d'instituer la Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation (TVLH),
- Charge le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

La délibération sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2027.

2026/37) Salle des fêtes : validation des prix de location du vidéoprojecteur + écran et de la vaisselle cassée ou perdue

Le Maire rappelle la délibération n°2024/46 du 19/12/2024 validant les nouveaux prix de location de la salle des fêtes au 1^{er} janvier 2025. En complément, le prix de location du vidéoprojecteur + écran ainsi que la casse ou perte de la vaisselle comprise dans cette location doit être également validé par délibération pour justifier cette facturation lors de l'émission de titres de recettes y relatifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- de valider le prix de location du vidéoprojecteur + écran à **20 €**,
- de valider les prix de casse ou perte de la vaisselle prêtée lors des locations ci-après :
 - Cruches à eau : **4 €**
 - Flûte à champagne : **2 €**
 - Verre :
 - Ballon 15 cl : **1.50 €**
 - Ballon 19cl : **1.50 €**
 - A apéritif : **2 €**
 - Coupe à glace : **2.50 €**



- Assiette plate : 3.50€
- Assiette creuse : 3.50 €
- Assiette à dessert : 3 €
- Couverts :
 - Cuillère à café : 0.50 €
 - Couteau, fourchette et cuillère à soupe : 0.80 €
- Tasses à café : 3 €
- Grand plat : 6.50 €
- Petit plat : 6 €
- Percolateur : 200 €

2026/38) Subvention accordée à l'Association MJC « Les Naux » pour les repas et boissons fournis aux musiciens durant la fête nationale organisée le 13/07/2026 par la Commune

Le Maire informe le Conseil municipal de la demande de subvention de l'Association MJC « Les Naux » pour les repas et boissons fournis aux musiciens dans le cadre de la fête nationale organisée le 13 juillet 2026 par la Commune, **d'un montant de 360.00 €.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de verser une subvention de **360.00 €** à la M.J.C. « Les Naux » pour les repas et boissons fournis aux musiciens dans le cadre de la fête nationale organisée le 13/07/2026 par la Commune,

Cette subvention sera financée sur le budget communal 2026 à l'article 65748.

2026/39) CC2T : désignation d'un référent déontologue des élus locaux

Les collectivités locales doivent mettre en place un(e) référent(e) déontologue des élus locaux, chargé(e) d'apporter à tout(e) élu(e) local(e) qui le(la) consulte les conseils utiles au respect des principes déontologiques contenus dans la charte de l'élu local.

Il est proposé de désigner la personne qui sera chargée d'exercer cette fonction à la fois pour les élus municipaux et communautaires.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, par son article 218, est venue compléter l'article L.1111-1-1 du code général des collectivités territoriales par le droit, pour tout élu local, de « consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans charte de l'élu local ».

Pour mémoire, cette Charte, remise aux délégué(e)s communautaires à l'issue de la séance d'élections du 09 avril 2026, rappelle les principes suivants :

- « 1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
- « 2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
- « 3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
- « 4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
- « 5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
- « 6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
- « 7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions. »

La mise en place d'un(e) référent(e) déontologue des élus locaux étant également obligatoire pour les communes, il est proposé de désigner un seul référent pour la CC2T et ses communes membres.

Il(elle) pourra être sollicité(e) par les élus locaux au titre de leur mandat municipal ou communautaire.

Le(la) référent(e) déontologue est une personne choisie en fonction de son expérience et de ses compétences.

Ne peuvent pas légalement être désigné(e)s pour cette mission :

- Les élus locaux de la (des) collectivité(s) concernée(s) en cours de mandat ou l'ayant exercé depuis moins de 3 ans
- Les agents de la (des) collectivité(s) concernée(s)
- Les personnes se trouvant en situation de conflit d'intérêt avec cette (ces) collectivité(s)

Le(la) référent(e) déontologue est chargé(e) d'apporter à tout élu local qui le(la) consulte les conseils utiles au respect des principes déontologiques contenus dans la charte de l'élu local.

Ses avis sont consultatifs, ils ont valeur de recommandation et n'ont aucun effet contraignant.

Il (elle) est tenu(e) au secret professionnel pour tous les faits, informations ou documents dont il(elle) a connaissance dans l'exercice de ses missions.

En conséquence, il est proposé de confier cette mission à Mme Dominique PERRIN, qui bénéficie de 22 ans d'expérience au sein des collectivités locales, comme Conseillère municipale, adjointe, Maire (Ochey 1989-1998 et Villey-le-Sec 2014-2018), Présidente d'un syndicat scolaire.

Mme PERRIN n'exerce plus de mandat local depuis 2018 et intervient depuis plusieurs années au sein de l'association des Maires de Meurthe-et-Moselle et du Grand Est pour la formation des élus locaux.

La loi prévoit la possibilité de rémunérer ou d'indemniser le(la) référent(e) déontologue pour les missions assumées dans le cadre de ses fonctions.

En cas de choix du système de rémunération, il s'agit de vacations, avec un montant plafond de 80 € maximum par dossier.

En cas d'indemnisation, il s'agit de rembourser les frais de transport et d'hébergement éventuel, dans les conditions identiques à celles appliquées pour le personnel de la fonction publique.

Il est proposé de choisir le principe d'indemnisation pour rembourser les frais éventuellement assumés par le référent dans le cadre de sa mission. Si nécessaire, ce système sera ajusté au fil du temps.

Les frais occasionnés pour un élu qui consulte le référent au titre de son mandat municipal, seront assumés par la commune.

Le remboursement des frais s'opère sur présentation de justificatifs.

Après cet exposé,

Le Conseil municipal décide à l'unanimité de :

- **Valider la mise en place d'un(e) référent(e) déontologue des élus locaux qui interviendra à la fois pour la CC2T et pour les communes membres.**
- **Désigner référente déontologue des élus locaux Mme Dominique PERRIN, ancienne Maire d'Ochey (1989-1998) et de Villey-le-Sec (2014- 2018), intervenant aujourd'hui au sein de l'ADM 54 pour la formation des élus locaux.**
- **Préciser que Mme PERRIN sera indemnisée des frais de transport et d'hébergement éventuels assumés dans le cadre de sa mission dans les conditions identiques à celles appliquées pour le personnel de la fonction publique.**

Validation par le Conseil municipal, à l'unanimité, du montant de la subvention votée au Budget Primitif 2026 de la commune :

Le Maire informe le Conseil municipal de la demande de subvention présentée par les Associations :

- AEIM
- TELETHON2026

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal valide le montant définitif de la subvention attribuée comme suit :

- **de 100 € à l'association AEIM pour 2026,**
- **de 200 € à l'association TELETHON pour 2026.**

Ces subventions sont financées sur le budget communal 2026 à l'article 65748.

Le Maire certifie avoir affiché le procès-verbal de cette séance à la porte de la mairie le 15/09/2026 et transmis au contrôle de légalité le 16/09/2026.

Le Maire, E. PAYEUR

